



Zoom sur

Infos

**Du 21-12-2015 au 27-12-2015**

## Presse francophone

sources

infos



22-12-2015

### Tunisie : démantèlement d'une cellule de recrutement de femmes pour les terroristes

Quatre personnes animant une cellule extrémiste dans la région de Bizerte au nord du pays ont été interpellées lundi en Tunisie selon un communiqué du ministère de l'intérieur.

Selon cette source, ces personnes font partie d'une cellule spécialisée dans le recrutement de femmes pour des organisations jihadistes où elles étaient mariées à des terroristes. Elles « *recrutaient des jeunes, en particulier des filles, afin de les envoyer dans les zones de conflit en vue de les marier aux éléments terroristes là-bas* ».

Ceci n'est pas une nouveauté et n'étonne personne puisque la Tunisie est des pays qui compte le plus de ressortissants –près de 6.000– dans les organisations jihadistes en Syrie, en Irak et en Libye voisine. Parmi eux figurent quelque 700 Tunisiennes, a récemment affirmé la ministre de la Femme, Samira Meraï précise la Belga. Au parlement, elle avait tiré la sonnette d'alarme en ces termes : « *Nous avons constaté un développement du phénomène du terrorisme (...) auprès des enfants et des femmes* », évoquant la nécessité de l'élaboration d'un plan de lutte.

La même source ajoute que les autorités tunisiennes ont multiplié les arrestations depuis le nouvel attentat revendiqué par le groupe Etat islamique (EI) le 24 novembre, dans lequel 12 agents de la sécurité présidentielle ont été tués.

Dès 2013, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Lotfi Ben Jeddou, s'était lui alarmé du recrutement de Tunisiennes pour assouvir en Syrie les besoins des combattants islamistes. « *Elles ont des relations sexuelles avec 20, 30, 100* » djihadistes, avait déclaré M. Ben Jeddou aux députés. « *Après ces rapports qu'elles ont au nom du djihad al-nikah* (« la guerre sainte du sexe »), *elles reviennent enceintes* » .

Ces propos avaient ensuite été minimisés par une source sécuritaire, qui avait évoqué « *au maximum une quinzaine de Tunisiennes allées en Syrie* » ajoute l'agence Belga.

HUFF  
POST  
MAGHREB

23-12-2015

## **Hocine Aït Ahmed, combattant de l'indépendance et infatigable militant de la démocratie en Algérie est mort**

Hocine Aït Ahmed, dirigeant historique de la lutte pour l'indépendance et militant de démocratie en Algérie est mort aujourd'hui, 23 décembre 2015, à Lausanne, en Suisse, apprend-on de sources familiales. Le corps du valeureux militant de la cause nationale et de la démocratie va être rapatrié en Algérie, indique-t-on de même source.

Hocine Aït Ahmed, 89 ans, a été victime au début de l'année d'un accident vasculaire cérébral qui l'a affaibli. Militant de la cause nationale depuis sa jeunesse, Hocine Aït Ahmed, a présenté, au comité central du Parti du Peuple Algérien (PPA) en 1948, un rapport qualifié de décisif sur les formes et la stratégie de la lutte armée pour l'indépendance.

Il dirigera l'Organisation Spéciale (OS) en successeur de Mohamed Belouizad, atteint de tuberculose. Il a accompli un grand travail de structuration de l'Organisation Spéciale. Hocine Aït Ahmed est l'une des dernières grandes figures de la révolution algérienne. Il incarne aussi l'opposition démocratique en se positionnant, dès l'indépendance, contre le parti unique et la mise en place d'un système autoritaire.

Son mot d'ordre qui continue d'avoir une grande résonance et qui reste d'actualité est: "le patriotisme aujourd'hui, c'est la démocratie". Hocine Aït Ahmed est probablement l'homme politique algérien qui a subi les campagnes de dénigrement les plus systématiques et les plus longues en Algérie.

**22-12-2015**

## **1re réunion du comité de pilotage du projet « Droits de l'Homme et Etat de droit en Tunisie »**

Le comité de pilotage du projet « Droits de l'Homme et Etat de droit en Tunisie » a tenu sa première réunion, récemment, à Tunis, indique la Présidence du gouvernement, dans un communiqué publié mardi.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du développement de la coopération bilatérale tuniso-française, en application de l'accord signé avec la République Française le 7 avril 2015, dans le cadre du Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) portant sur la réalisation du projet « Droits de l'Homme et Etat de Droit en Tunisie ».

Lors de la réunion, le ministre chargé des relations avec les Instances constitutionnelles et la Société civile, Kamel Jendoubi, a, à cette occasion, indiqué que ce programme figure parmi les mécanismes de soutien et d'appui technique proposés par les partenaires internationaux pour renforcer l'infrastructure institutionnelle des Droits de l'Homme en Tunisie et pour développer les capacités de la société civile à interagir avec ces institutions. La réunion s'est déroulée en présence de l'Ambassadeur de France en Tunisie.

**21-12-2015**

## **Tunis-Kamel Jendoubi : Des hommes d'affaires corrompus convertis en personnalités nationales influentes!**

Kamel Jendoubi ministre chargé des Relations avec les instances constitutionnelles et la société civile a affirmé dans une déclaration à Africanmanager que la Révolution a donné naissance aujourd'hui à une nouvelle configuration où des contrebandiers et un bon nombre d'hommes d'affaires convaincus de corruption se sont convertis en personnalités nationales jouissant d'une grande visibilité et exerçant une grande influence non seulement sur l'opinion publique mais aussi sur la scène politique.

Au demeurant, les pratiques de corruption en Tunisie n'ont cessé de prendre de l'ampleur après la Révolution voire même après la conclusion du processus de transition et la mise en place des institutions de l'Etat. L'indice de perception de

la corruption de Transparency International a déjà classé la Tunisie à la 79ème place en matière de corruption avec un score de 40/100 étant noté que la valeur zéro (0) désigne le niveau (très corrompu) et celle de 100 le niveau (très sain).

Le rapport de cette organisation internationale a également noté que la corruption a pris de l'ampleur au cours des 5 dernières années en Tunisie, puisque le pays a affiché du recul par rapport au classement 2014 de Transparency international, dans lequel il figurait au 77ème rang en 2013, 75ème en 2012, 73ème en 2011, 59ème en 2010 et 53ème en 2009.

Le ministre chargé des Relations avec les institutions constitutionnelle et la société civile, nous a, dans le même contexte, confié qu'il existe des parties qui œuvrent à éclabousser la Révolution tunisienne par le biais d'une « véritable campagne soutenue par différentes parties, telles que celles de la corruption et les réseaux de contrebande outre des parties intérieures et extérieures qui s'emploient à faire avorter l'expérience tunisienne ».

Il a ajouté que d'aucuns s'échinent à faire de la Tunisie un pays similaire au Liban en ce sens où l'Etat n'existe que dans la forme où cohabitent certaines libertés et le pluralisme mais qui, dans le fond, est dépouillé de sa souveraineté et dominé par l'argent sale et les influences extérieures, selon ses dires.

Kamel Jendoubi a, sous un autre angle, indiqué que la Tunisie ne s'est pas affranchie totalement des pratiques du régime autoritaire, faisant remarquer que la tyrannie n'est pas liée à des personnes ou des symboles mais est plutôt une culture et un comportement.

Il a, dans le même contexte, reconnu l'existence de certaines pratiques de torture exercés par certains membres des forces de sécurité notamment dans leur comportement avec les jeunes, notant la survivance de pratiques de l'ère autoritaire chez certaines personnes et institutions sécuritaires.

L'Institut tunisien de réhabilitation des survivants de la torture (Nebras) a annoncé lors d'un récent point de presse la prise en charge, de janvier à

décembre 2015 de 60 cas de torture sur 126 alertes reçues.

Par ailleurs, 17% de ces victimes sont au chômage et 51% sont âgés entre 51 et 60 ans. On remarque aussi que 96% des victimes ont été exposées à l'humiliation, à la menace (82%) et à l'agression (78 %), alors que 85% et 72% souffrent, respectivement, d'anxiété et de dépression.



**24-12-2015**

## **Tataouine — Décès d'une jeune femme enceinte de huit mois**

### **Les médecins spécialistes, absents dans les régions**

Certains hôpitaux régionaux ne disposent d'aucun médecin spécialiste dans leurs services

Bien que les causes exactes n'aient toujours pas été déterminées, le décès d'une jeune femme enceinte de huit mois, dans la région de Tataouine, relance le débat sur le problème sur la pénurie de spécialistes dans les établissements hospitaliers régionaux. Comme beaucoup d'hôpitaux, l'établissement hospitalier de Tataouine souffre de l'absence de spécialistes dans ses services, notamment dans celui de gynécologie obstétrique.

Prise de douleurs au ventre, la jeune femme qui habite dans une zone rurale éloignée de l'hôpital a été transportée d'urgence à l'hôpital de Tataouine. En l'absence de gynécologue, la parturiente qui a dû être transférée vers un autre hôpital, celui de Djerba, décède en cours de route. Suite à son décès, le syndicat régional du personnel de santé a décidé de dénoncer les conditions de travail catastrophiques et l'absence de médecins spécialistes dans le service de gynécologie obstétrique. Or, il faut rappeler que ce n'est pas le seul cas de décès qui a été enregistré dans les établissements hospitaliers.

En effet, plusieurs erreurs médicales à l'origine de la mort de patients ont été causées soit par des stagiaires ou un personnel inexpérimenté obligés d'intervenir eux-mêmes, faute de médecins spécialistes dans les établissements hospitaliers.

Les syndicats régionaux du personnel de santé reprochent aujourd'hui au ministère de ne pas avoir résolu le problème de la pénurie de médecins

spécialistes dans les régions.

Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir réfléchi à des solutions pour pourvoir aux postes de spécialistes dans les services des hôpitaux régionaux, note un responsable du ministère de la santé. Des incitations financières ont notamment été décidées pour encourager les jeunes médecins spécialistes à s'installer dans les régions. Mais la simple idée de s'installer dans des zones rurales rebute encore un grand nombre de jeunes médecins spécialistes qui refusent de travailler dans les hôpitaux régionaux à cause des mauvaises conditions de travail et de l'absence de plateau technique dans certains services.

Le ministère de la santé ne peut pas obliger ces médecins à travailler contre leur gré dans les régions. Ce sont les gouvernorats de Tataouine, Médenine, Le Kef, Tozeur et Gabès qui souffrent le plus de la pénurie de médecins spécialistes. Le manque de médecins se ressent surtout dans les services des urgences, de gynécologie, de radiologie, de pédiatrie et d'orthopédie. Pour l'heure, le ministère de la santé prévoit de renforcer l'équipe de gynécologie de l'hôpital régional de Tataouine. Trois équipes de médecins spécialistes de Tunis, Nabeul et Sousse devront se relayer pour assurer la continuité du service. «Il faut qu'il y ait un gynécologue sept jours sur sept dans le service de gynécologie obstétrique de l'hôpital», a relevé, à ce propos, Mme Sammoud, conseillère auprès du ministre de la santé. Il y a lieu de souligner qu'un projet présenté par le ministère de la santé vient d'être récemment approuvé par l'ARP et le ministère des Finances. Le ministère veut augmenter son budget afin de renforcer les équipes médicales dans les services de spécialité et pourvoir ainsi les postes vacants. L'objectif prévu pour le long terme: fournir quatre médecins spécialistes pour chaque service dans tous les hôpitaux régionaux. Or, actuellement, certains hôpitaux régionaux ne sont dotés d'aucun médecin spécialiste dans leurs services.

L'objectif ne sera pas facile à atteindre. Pour l'heure, il faudra parer au plus pressé en assurant la continuité du service dans les établissements hospitaliers des zones rurales et des régions frontalières grâce des équipes de spécialistes qui se relayeront pour assurer la permanence. «Nous avons décidé, également, d'avancer la date des examens du diplôme de spécialité pour recruter plus

rapidement des médecins spécialistes afin de renforcer les équipes médicales dans les hôpitaux régionaux. Une commission devra bientôt se réunir pour trouver des solutions au problème de la pénurie de médecins spécialistes dans les régions», conclut la conseillère du ministre de la Santé.



**23-12-2015**

## **Décès en couches à répétition à Tataouine**

### **Situation intenable !**

Les malheurs se suivent et se ressemblent à Tataouine. Pas moins de deux femmes enceintes ont perdu la vie en l'espace de trois jours, une autre a perdu son bébé dans les sanitaires de l'hôpital régional et une quatrième est toujours dans un état très critique à l'heure où ces lignes sont rédigées.

Dans l'enceinte de l'établissement hospitalier, la colère des familles gronde et la situation risque de déraiser à tout instant.

Dimanche 20 décembre. Enceinte de neuf mois, la femme de Fathi Bouhalkoum ressent de fortes contractions vers 2 heures du matin et se rend avec son mari à l'hôpital régional de Tataouine.

Sur place, après les premiers examens élémentaires, les époux apprennent qu'il n'y a pas de gynécologue en fonction ce jour là et que la dame ne pourra pas accoucher là bas. Contactant les hôpitaux de Médenine et de Ben Guerdane, ils essuient un refus pour manque de places disponibles.

Ils optent alors pour l'ultime et non moins pénible solution, celle de se rendre à l'hôpital de Djerba, même si une intervention d'urgence était nécessaire, à bord d'une ambulance manquant de tout équipement vital et sans être accompagnée d'un personnel soignant. Malheureusement, la dame et son bébé décéderont avant même d'y arriver, laissant derrière elle trois orphelins.

Le deuxième cas de décès est survenu non pas à cause de l'absence d'un gynécologue mais plutôt de celle d'un médecin réanimateur.



Mobilisé depuis un mois, presque 24h/24, le spécialiste s'est offert quelques jours de congé pour se reposer et récupérer un peu.

Le médecin généraliste qui a pris sa relève n'a pas su gérer les complications survenues lors de l'accouchement de cette femme qui est décédée à son tour.

Hier, deux autres femmes étaient dans des situations critiques et leurs cas nécessitaient une intervention d'urgence. L'une d'entre elles a malheureusement perdu son bébé.

Pour arrêter ce flux de décès et éviter de nouveaux incidents, une équipe médicale, dépêchée de Sousse, est arrivée au milieu de l'après-midi selon des témoins.

Sur place, la tension était à son comble dès le matin et la grogne des familles ainsi que celle du personnel paramédical était également palpable.

En manque flagrant de médecins spécialistes, le gouvernorat de Tataouine connaît de très multiples cas de décès en couches depuis des années.

D'ailleurs, l'année dernière, huit médecins dans différentes spécialités, dont la gynécologie, l'anesthésie, la chirurgie générale et l'ophtalmologie ont quitté leurs fonctions au sein de cet établissement hospitalier.

Par ailleurs, intervenant sur les ondes d'une des radios, Ahmed Fileli, Secrétaire régional de la Santé à Tataouine, a indiqué qu'un concours a été lancé pour le recrutement de médecins spécialistes, sauf que personne n'a postulé à ces postes.

Il a en outre déploré le fait qu'aucune loi actuelle n'obligeait les médecins à exercer dans les régions. Pour Soumaya Dhokar également, secrétaire générale auprès de l'hôpital régional de Tataouine, ces incidents médicaux graves et répétitifs sont dus au nombre très réduit de médecins spécialistes dans la région et aux solutions inadéquates proposées par les autorités concernées et à leur tête le ministère de la Santé.

Par ailleurs, dès dimanche soir, le Syndicat régional de la santé dans le gouvernorat de Tataouine a adressé un courrier à la présidence du gouvernement et aux autorités régionales et nationales les informant de la fermeture temporaire de tous les services obstétriques à Tataouine et ce, à partir de mardi 22 décembre 2015.

D'après les responsables, cette décision se poursuivra jusqu'à l'obtention d'une solution radicale au problème des médecins spécialistes dans la région.



21-12-2015

## **Liberté de réunion : un droit gravement bafoué en Algérie**

Copenhague, le 21 décembre 2015 – *EuroMed Droit dénonce les violations répétées à la liberté de réunion et de manifestation en Algérie et l'interdiction des activités des organisations de défense des droits humains en ce mois d'hommages aux droits et libertés.*

Le 11 décembre, les membres du comité exécutif de la Coordination maghrébines des organisations de droits humains (CMODH) ont fait face à l'interdiction des autorités algériennes d'accéder à la salle d'hôtel réservée pour effectuer une formation interne. Les membres de la CMODH étaient venus du Maroc, de la Tunisie, de la Mauritanie et de la diaspora algérienne pour des ateliers internes de renforcement de capacités devant durer 3 jours.

Cette pratique est malheureusement courante en Algérie : les autorités ne délivrent quasiment jamais d'autorisation de réunion aux organisations de défense des droits humains, et encore moins de rassemblement revendicatif sur la voie publique. Le 9 décembre, Journée internationale de lutte contre la corruption, une conférence de l'Association algérienne contre la corruption a été interdite. Le 10 décembre, Journée internationale des droits humains, le rassemblement des familles de victimes de disparitions forcées a été encerclé par les forces de l'ordre qui ont arrêté 9 membres de l'Association algérienne de défense des droits de l'homme et 1 membre de SOS Disparus et les ont retenus plusieurs heures. Plusieurs rassemblements syndicaux ont également été dispersés et des militants arrêtés, comme à Bouira le 1<sup>er</sup> décembre.

EuroMed Droit exhorte les autorités algériennes à honorer enfin leurs obligations internationales et constitutionnelles de protection des libertés de réunion pacifique, d'association et d'expression et à promouvoir la participation citoyenne même critique.



**20-12-2015**

## **Les musulmans et les Chrétiens vont célébrer la naissance de leurs prophètes respectifs le même jour**

La communauté musulmane célébrera Al-Mawlid Annabawi, ou naissance du Prophète de l'Islam Mohamed (Salla Allah Alih Oua Salam) le 24 décembre 2015.

Aid Al Mawlid, l'anniversaire du prophète sera ainsi fêté le jour de Noël qui célèbre la naissance de Jésus fils de Marie. Les musulmans et les chrétiens vont célébrer la naissance de leurs prophètes respectifs le même jour.

Mieux encore, cette année est aussi doublement exceptionnelle puisqu'en se basant sur le principe de déduction d'une dizaine de jours chaque année pour la célébration des fêtes religieuses musulmanes, en 2015, le Mawlid Ennabaoui sera célébré deux fois la même année. Un double anniversaire pour une même date de naissance puisqu'on a célébré le Mawlid le 4 janvier 2015 et puis le 24 décembre 2015.

La 1ère fois depuis 457 ans

Pour la 1ère fois depuis 457 ans, les fêtes de Mawlid et Noël seront célébrées à la même période.

Le Mawlid aura lieu le 24 décembre pour la totalité du monde arabe et le 25 décembre pour le reste de la planète. Une coïncidence rarissime que l'on a dû observer trois ou quatre fois dans l'histoire de l'humanité.

En effet, Il faut remonter à l'année 1558 pour trouver une configuration comparable, c'était le 12 Rabiaa Al-Awal de l'an 966 de l'hégire, alors qu'en 1852, le Mawlid coïncidait avec le 25. C'était l'an 1269 de l'hégire.

Le 25 décembre, jour supposé de la naissance de Jésus, est une date de consensus, car la date réelle n'est pas certaine. Mais c'est la date qui est retenue par l'église Chrétienne.



23-12-2015

## تونس: الطبقة الوسطى تندثر و انتشار الثراء الفاحش بعد الثورة

ارتفاع مشط للاسعار وتضخم وبطالة وفقدان لمواطن عمل وتداين وتفكير، لا شيء يستثني الطبقة الوسطى في تونس. هذه الشريحة التي باتت لا تمثل سوى 67 بالمائة من السكان مقابل 80 بالمائة قبل ذلك، هي الاولى التي تجابه اثار صدمة التحولات التي تعرفها البلاد

وخلال السنوات الاربع الاخيرة، تدهورت القدرة الشرائية للمستهلك التونسي، بما يناهز 40 بالمائة، وفق بحث انجزته جامعة تونس اي بمعدل يناهز 10 بالمائة سنويا. ويفسر هذا التدهور للقدرة الشرائية بشكل واسع بارتفاع نسبة التضخم الحقيقي في حدود 4.3 بالمائة، وفق المعهد الوطني للإحصاء

ويؤكد رئيس منظمة الدفاع عن المستهلك سليم سعد الله: "انه بات من الصعب بمكان التحكم في ارتفاع اسعار المنتجات الاستهلاكية بعد 14 جانفي 2011، وهي الفترة التي تتسم بمعطى "اقتصادي واجتماعي وامني جديد

وقال رئيس المنظمة، إن وصول حوالي مليوني ليبي الى تونس سنة 2011، والذي يختلف نمطهم الاستهلاكي تماما عن نمط التونسيين لم يحسن في سير الامور بل على خلاف ذلك افضى الى مزيد ارتفاع الاسعار. وامام هذه الوضعية، اكتفت منظمة الدفاع عن المستهلك التي تقتقر الى الموارد المالية، الى دعوة المستهلكين، عبر وسائل الاعلام، الى مقاطعة اقتناء بعض المنتجات والتي تشهد اسعارها ارتفاعا حادا. وقد استهدفت عملية اولى للحوم الحمراء التي مر سعر الكيلوغرام الواحد منها من 12 دينارا (د) الى 17 د/كغ

ورأى سعد الله ان حوالي 70 بالمائة من المستهلكين استجابوا بشكل ايجابي لهذا النداء وهو ما مكن من تخفيض سعر الكيلوغرام الواحد من اللحوم الى 5ر12 د/كغ قبل ان يعاود مرة اخرى طريقه للارتفاع. ولاحظ ان مستوى الاجور لم يكن موازيا لارتفاع الاسعار رغم الزيادات المسجلة

وقد ساهم الاثنان (الاسعار والاجور) في زيادة التضخم في ظل غياب النمو. وبين المسؤول، انه تبعا لذلك، فان المواطن الذي كان يحتفظ في منزله بمبلغ يتراوح بين 300 و500 د يخصصه لاية مصاريف طارئة بات غير قادر على ذلك، بل انه يضطر احيانا من اجل مجابهة مصاريفه

اليومية الى طلب تسبقة على الاجر. وأثبتت دراسة لمرصد "ايلاف" لحماية المستهلك ان نسبة 60 بالمائة أو اكثر من الاجراء يستوفون أجورهم مع حلول اليوم الثامن من كل شهر وتتجلى هذه الظاهرة خاصة من خلال العدد المذهل للحسابات الجارية التابعة للأسر في البنوك والتي تشكو عجزا (مدينة للبنوك) بما يناهز 8000 مليون دينار (م د)، وهو ما يعادل ثلث هذا النوع من الحسابات. وتفاقم تداين الاسر، لدى القطاع المالي على سبيل المثال، الى ما يعادل 261ر2 بالمائة ليصل، حاليا الى 17 600 م د يتوجه تقريبا 60 بالمائة منها الى الإستهلاك من جانبه أوضح المدير العام للمعهد الوطني للإستهلاك، طارق بن جازية، ان الطبقة الوسطى، ميزة المجتمع التونسي واحدى اهم عوامل الاستقرار في البلاد، تآكلت لتتراجع من 80 الى 67 بالمائة من السكان، في السنوات الاربع الفارطة، وفق البحث الذي قام به المعهد الوطني للإستهلاك

اما نسبة الفقر فهي رسيما في حدود 21 بالمائة من مجموع السكان وبين بن جازية ان "شريحة واسعة من الطبقة الوسطى قد التحقت بالطبقة الاكثر خصاصة فيما باتت شريحة اخرى منها تنتمي الى طبقة الاثرياء الجدد والتي يوصفهم العديد من المختصون "بأثرياء الثورة"

**بن عروس: اعوان دورية أمنية يشمون أفواه ركاب النقل الجماعي**

**"للتثبت من أنهم ليسوا في حالة سكر"**

أكد الصحفي بموقع تونيفيزيون مكرم ك ان اعوان اعوان دورية أمنية قاموا مساء "

اليوم بإيقاف سيارة النقل الجماعي التي كانت تقلهم قرب مقر حركة النهضة بين

عروس وطالبوا من الركاب ان يفتحوا أفواههم ويتنفسوا وذلك للتثبت من أنهم ليسوا في حالة سكر. واضاف مكرم ان الاعوان طلبوا في البداية بطاقات التعريف ومن ثم طلبوا من كل راكب

ان يفتح فمه ويتنفس للتثبت من انه ليس في حالة سكر، اثر ذلك طلبوا من راكبا اكتشفوا انه كان

"في حالة سكر ان يسدد اجر النقل الجماعي ويرافقهم لسيارة الامن

**Tunivisions.net**  
Le magazine people des tunisiens

**23-12-2015**

## تهم الاطفال والمسنين: توقيع اتفاقية بين رابطة حقوق الانسان ووزارة الشؤون الاجتماعية.. وهذا مضمونها

أفاد رئيس الرابطة التونسية لحقوق الانسان، الاستاذ عبد الستار بن موسى، في تصريح لحقائق أون لاين، اليوم الاثنين 21 ديسمبر 2015، أن الرابطة ستوقع بعد قليل مذكرة تفاهم مع وزارة الشؤون الاجتماعية.

وتهدف هذه المذكرة حسب محدثنا، الى تمكين الرابطة من زيارات إلى مراكز العناية الاجتماعية والخروج بتقرير شهري يقدم إلى الوزارة، ثم يعلن عنه في ندوة صحفية.

وبيّن الأستاذ بن موسى، أنّ الرابطة التونسية لحقوق الانسان، وبعد توقيع هذه المذكرة، ستقوم بزيارات ميدانيّة الى مختلف الدور الاجتماعية، سواء المخصصة للأطفال والمسنين أو ذوي الاحتياجات الخاصّة، للتأكد من مدى تطابقها مع المقاييس العالمية لحقوق الانسان.

وأكد محدثنا أن الرابطة ستكون قوة اقتراح وقوة ضغط تدفع بسلطة الإشراف إلى اتخاذ الاجراءات اللازمة في حال تم رصد انتهاكات أو خلل في دور الرعاية الاجتماعية التي ستتم زيارتها.

يذكر أنّ القاضي المراقب لجمعية مركز فرحة تونس، ليلي عبيد، سبق أن كشفت مؤخرا عن التجاوزات التي حصلت بـ" فرحة تونس" والتي صدرت عن بعض المربّين داخله، مشيرة الى أنّ بعض الأطفال ذوي الاحتياجات الخاصّة تعرضوا الى التحرش الجنسي والاعتصاب وهناك من تم تقييدهم بتعلة أنهم كثيرو الحركة

وأوضحت أن بعض الموظفين بالمركز، رفضوا جميع وسائل الرقابة سواء تعيين مديرة على المركز أو وضع كاميرات مراقبة به، مشيرة الى ان هنالك تجاوزات لا تتعلق بالفساد المالي فقط بل كذلك الأخلاقي

وأفادت القاضي ليلي عبيد، أنه تم تسجيل حالة اغتصاب واحدة بالمركز في حق فتاة معوقة، مؤكدة أن الفتاة التي تعرضت إلى الاغتصاب تم التخلص من كل الأدلة التي تثبت هويتها وعنوانها وكذلك رقم هاتف والدة المتضررة



21-12-2015

## عبد الستار بن موسى: ضمان الحقوق والحريات أفضل طريقة لمحاربة الإرهاب

كد عبد الستار بن موسى رئيس الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الانسان أن أفضل طريقة لمحاربة الإرهاب هي ضمان الحقوق والحريات

وذكر بن موسى في تصريح اليوم الاثنين لوكالة تونس افريقيا للانباء على هامش ندوة بالعاصمة حول العفو الليبي العام بوجود عدد من القوانين في تونس لا تتلاءم والدستور الجديد داعيا الى الاسراع في تركيز المحكمة الدستورية واصلاح القضاء لضمان احترام حقوق الانسان وأشار بن موسى في هذا المجال الى وجود "مخاوف من التراجع في مسألة حرية الصحافة . "وخشية من عودة سوء المعاملة في أماكن الاحتفاظ ورداءة أوضاع السجون وفي ما يخص تأثير الأوضاع في ليبيا على تونس قال بن موسى "نحن نعمل على دعم الليبيين لايجاد حلول سياسية فيما بينهم ومشروع العفو الليبي العام مدخل اخر يؤدي الى المصالحة "الليبية وهو ما سينعكس ايجابا على استقرار الأوضاع الأمنية والاقتصادية في تونس



20-12-2015

## مقتل 75 شخصاً خلال تظاهرات في إثيوبيا بحسب منظمات حقوقية

قتل خمسة وسبعون شخصاً على الأقل في إثيوبيا على يد قوات الأمن منذ بدء موجة الاحتجاج في تشرين الثاني/ نوفمبر بحسب منظمات حقوقية. حصيلة الضحايا تتناقض مع ما قالته حكومة أديس أبابا عن مقتل خمسة أشخاص خلال التظاهرات

الاحتجاجات اندلعت بسبب اعتراض سكان منطقة أوروميا على مصادرة الحكومة لأراضيهم. ناطق رسمي قال حينذاك إن "التظاهرات السلمية" تحولت إلى أعمال عنف، متهما المحتجين . "بترهيب الناس

منظمة العفو الدولية أدانت استخدام الجيش والشرطة القوة المفرطة في التصدي للمحتجين السلميين

## Téles et réseaux sociaux

### Sources

### Infos



23-12-201

أكثر من ثلثي اللاجئين السوريين في لبنان يعيشون تحت خط "الفقر المدقع"

أعلنت "المفوضية العليا لشؤون اللاجئين"، و"منظمة الأمم المتحدة للطفولة" (يونيسف)، و"برنامج الأغذية العالمي" في دراسة، أن هذا العام يشهد وقوع أكثر من ثلثي النازحين السوريين في لبنان تحت خط "الفقر المدقع". وبحسب الدراسة، فإن نحو تسعين بالمئة من أكثر من مليون نازح "غارقون اليوم في حلقة مفرغة من الديون" وهم "يقترضون المال لتغطية نفقات احتياجاتهم الأساسية".

تحت خط "الفقر المدقع" مقارنة لبنان يعيش هذا العام أكثر من ثلثي النازحين السوريين في مع النصف تقريبا العام الماضي، وفق ما كشفته دراسة نشرتها الأربعاء ثلاث منظمات تابعة للأمم المتحدة.

وأعلنت "مفوضية الأمم المتحدة العليا لشؤون اللاجئين" و"منظمة الأمم المتحدة للطفولة" (يونيسف) و"برنامج الأغذية العالمي" في دراسة بعنوان "التقييم السنوي لجوانب الضعف"، أن "حوالي سبعين بالمئة من النازحين المقيمين في النازحين السوريين في لبنان لدى لبنان يعيشون حاليا تحت خط الفقر المدقع الذي يوازي 3,84 دولارا أمريكيا في اليوم الواحد.

ويستضيف لبنان ذو الموارد المحدودة والتركيبية السياسية والطائفية الهشة نحو 1,2 مليون سوري هربوا من الحرب المستمرة في بلادهم منذ نحو خمسة أعوام ويعيشون في ظروف صعبة. ويقدم الآلاف منهم في مراكز إيواء ومخيمات عشوائية غالبا ما تقام على أراض زراعية.

في لبنان ميراي جيرار إنها "زيادة مخيفة مقارنة شؤون اللاجئين وقالت ممثلة مفوضية



"ب49 بالمئة في العام 2014"، مضيئة "وصلنا إلى منعطف حاسم

وبحسب الدراسة، فإن نحو تسعين بالمئة من أكثر من مليون نازح "غارقون اليوم في حلقة  
"مفرغة من الديون" وهم "يقترضون المال لتغطية نفقات احتياجاتهم الأساسية

وتضيف الدراسة أن "مدخراتهم قد استنفدت وقدرتهم على إيجاد فرص العمل قد تضاءلت  
والمساعدات الإنسانية قد تراجعت" و"تضطر أسرة من أصل كل ثلاث أسر سورية إلى  
"إنفاق ما لا يقل عن 400 دولار أمريكي أكثر من دخلها الشهري

وبلغ معدل إنفاق الأسرة الواحدة خلال العام 2015 بحسب الدراسة، نحو 493 دولارا  
أمريكيًا في الشهر، مقارنة بـ762 دولارا أمريكيًا في العام 2014، أي بانخفاض بنسبة 35  
بالمئة.

وتظهر الدراسة أن "ثلثي الأطفال دون سن الخامسة يتناولون أقل من ثلاث وجبات ساخنة  
في اليوم" كما أن "ثلاثة بالمئة فقط من الأطفال الذين تتراوح أعمارهم بين ستة أشهر و17  
"شهرًا حصلوا على الحد الأدنى من النظام الغذائي المقبول

ويقال "عدد كبير من الأشخاص البالغين من كميات الطعام التي يتناولونها حرصاً على  
توافر القدر الكافي من الغذاء لأطفالهم"، وفق الدراسة

وتستند المنظمات الدولية في دراستها هذه إلى تقييم أكثر من أربعة آلاف أسرة نازحة وأكثر  
من مئة ألف زيارة عائلية العام 2015 بالتعاون مع عدد من المنظمات الدولية والمحلية

تعيش في خيم عشوائية بسهل البقاع في لبنان عائلات سورية لاجئة فرت من بلادها التي  
تمزقها الحرب، لتجد نفسها في أوضاع مزريّة غارقة في الجوع. وإن كانت الحرب  
المسؤول الأول عن حالهم فإن مازاد الطين بلة خذلان المجتمع الدولي لخطة "المفوضية  
العليا لشؤون اللاجئين"، الذي حال دون توفير المبلغ المطلوب للتصدي لأزمة اللاجئين

ولم تف الجهات المانحة بعودها بالاستجابة لنداء التمويل للعام 2015 إذ لم تؤمن سوى  
49 بالمئة فقط من المبلغ الإجمالي المطلوب والبالغة قيمته 1,87 مليار دولار أمريكي

وأطلقت الحكومة اللبنانية ووكالات الأمم المتحدة الأسبوع الماضي نداء تمويل للعام المقبل

بقيمة 2,48 مليار دولار أمريكي لتغطية احتياجات النازحين فضلاً عن دعم المجتمعات المضيفة والإدارات الرسمية



23-12-2015

## الأمم المتحدة: معظم الهجمات على المدنيين في اليمن نفذها التحالف بقيادة السعودية

قال مفوض الأمم المتحدة لحقوق الإنسان إن معظم الهجمات على المدنيين في الصراع في اليمن نفذتها قوات التحالف بقيادة السعودية

وجاءت تصريحات زياد رعد الحسين في جلسة نادرة لمجلس الأمن بشأن الصراع في اليمن الذي تقول الأمم المتحدة إن 5884 شخصا قتلوا فيه منذ مارس/أذار، عندما بدأت هجمات التحالف بقيادة السعودية

ويدور الصراع في اليمن بين الحكومة المعترف بها دولياً والتحالف بقيادة السعودية في مواجهة المتمردين الحوثيين وأنصار الرئيس السابق على عبد الله صالح

وانهارت محادثات السلام بوساطة الأمم المتحدة بشأن اليمن يوم الأحد في سويسرا ولكن من المقرر أن تعقد جولة جديدة من المحادثات في 14 يناير/كانون الثاني

ويستمر القتال في اليمن على الرغم من اتفاق وقف إطلاق النار حتى 28 ديسمبر/كانون الأول على الأقل

وحذر المبعوث الخاص إلى اليمن إسماعيل ولد الشيخ أحمد من "انقاسات عميقة" وقال إن الطريق إلى السلام سيكون صعباً وطويلاً

وجاء اجتماع الثلاثاء برعاية الولايات المتحدة، الرئيس الحالي لمجلس الأمن. وأعطى الاجتماع أعضاء المجلس ومسؤولي الأمم المتحدة فرصة للضغط على جميع الأطراف لإنهاء الصراع في اليمن. وغاب عن الاجتماع مندوب السعودية

وطالما اتهمت جماعات حقوق الإنسان التحالف بقيادة السعودية بقتل المدنيين وتدمير المراكز

الصحية والبنية التحتية لليمن

وانتقد تصريح لمنظمة هيومان رايتس ووتش الثلاثاء مجلس الأمن لما قال إنه "البقاء صامتا".  
إزاء انتهاكات التحالف



ALJAZEERA

22-12-2015

## العفو الدولية: الغارات الروسية قتلت مئات السوريين

قالت منظمة العفو الدولية إن الغارات الجوية الروسية في سوريا تسببت في مقتل مئات المدنيين وإلحاق أضرار جسيمة بمناطق سكنية، في حين أصدر مجلس الأمن الدولي الثلاثاء قرارا جديدا سعيا لتسهيل نقل المساعدات الإنسانية إلى ملايين السوريين بالداخل

وجاء في بيان أصدره مدير المنظمة لمنطقة الشرق الأوسط وأفريقيا فيليب لوثار الثلاثاء في لندن أن هذه الغارات أصابت مسجدا وسوقا وإحدى المؤسسات الصحية، ورأت المنظمة المعنية بالدفاع عن حقوق الإنسان في البيان أن هذه الهجمات تضاهي جرائم الحرب

وركزت المنظمة في تقريرها -الذي استعانت فيه بأقوال شهود عيان وبتقييم مواد مصورة على حسب لوثار- على ست هجمات روسية استهدفت المدن السورية حمص وإدلب وحلب قتل خلالها نحو 200 مدني

وأكدت المنظمة أنه "من الضروري التحقيق في هذه الانتهاكات المحتملة بشكل مستقل وبلا تحيز"، واتهمت موسكو بإعطاء معلومات خاطئة بشأن الضحايا المدنيين لغاراتها في سوريا

وقالت إن هناك أيضا دلائل على استخدام الجنود الروس ذخيرة عنقودية وقنابل من دون أنظمة توجيه في مناطق كثيفة السكان، وإن هذه الهجمات تكون أحيانا بلا هدف عسكري واضح

من جهة أخرى أصدر مجلس الأمن الدولي الثلاثاء قرارا جديدا سعيا لتسهيل نقل المساعدات الإنسانية إلى ملايين السوريين

وأكد القرار -الذي حمل رقم 2258 وتم تبنيه بإجماع كل أعضاء المجلس- على "دعم الأمم المتحدة وشركائها المنفذين في جهودهم الرامية إلى توسيع نطاق إيصال المساعدات الإنسانية".  
إلى جميع المحتاجين في سوريا

كما يطلب القرار من السلطات السورية الاستجابة الى المطالب الإنسانية "لتوصيل المساعدات عبر خطوط الجبهة" بين مناطق النظام والمعارضة. وأدان "استمرار وجود العراقيين أمام نقل المساعدات عبر خطوط القتال وتكاثرها"، متهما السلطات السورية "بمنح تصاريح لعدد قليل من القوافل".

ولم تتمكن الأمم المتحدة عام 2015 من إيصال المساعدة إلى السكان في المناطق المحاصرة بسوريا إلا بنسبة شهرية تقدر بـ3.5% للمساعدات الصحية و70% للمساعدات الغذائية

وتشير الأمم المتحدة إلى حاجة 13.5 مليون سوري إلى مساعدات إنسانية عاجلة، حيث نزح 6.5 ملايين منهم بسبب الحرب المستمرة منذ أربع سنوات ونصف السنة، في حين لجأ 4.2 ملايين سوري بشكل أساسي إلى لبنان وتركيا والأردن

## كمال الجندوبي: لم أرفع قضية ضد أية وسيلة إعلام

قال كمال الجندوبي الوزير لدى رئيس الحكومة المكلف بالعلاقة مع الهيئات الدستورية والمجتمع المدني، الاثنين، إنه لم يرفع بصفته وزيرا قضية ضد رئيس تحرير جريدة (الحصري) الالكترونية

وذكر الجندوبي، في بلاغ توضيحي، أن ما تم تداوله إعلاميا حول مفاوضاته لرئيس تحرير (الحصري) رافقته مغالطات، مشيرا الى أن القضية المذكورة لم ترفع ضد شخص بعينه ولا ضد أية وسيلة إعلام كما أنها لم ترفع من قبله بصفته الشخصية وإنما كممثل قانوني للهيئة العليا المستقلة للانتخابات باعتبارها من مؤسسات الدولة وذلك بهدف حمايتها وذلك في أواخر سنة 2012

ووفق الوزير فإن القضية رفعت لدى وكيل الجمهورية بالمحكمة الابتدائية من قبل الهيئة العليا المستقلة للانتخابات في شخص ممثلها القانوني بتونس بتاريخ 30 نوفمبر 2012 ضد كل من سيكشف عنه البحث بخصوص "تسريب وثيقة داخلية لدائرة المحاسبات غير معدة للنشر وفقا للمقتضيات الفصلين 32 و109 من المجلة الجزائية

وحسب الجندوبي تبقى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات هي الجهة المخولة قانونا لمتابعة مجريات هذه القضية



21-12-2015

## Radio

Sources	Infos
 <p>24-12-2015</p>	<p><b>منزل بوزيان تحيي ذكرى سقوط أول شهيد للثورة التونسية محمد عماري</b></p> <p>تنطلق معتمدية منزل بوزيان بسيدي بوزيد اليوم الخميس 24 ديسمبر 2015 في إحياء الذكرى الخامسة لوفاة أول شهيد للثورة التونسية محمد عماري وذلك على مدى 3 أيام ستشهد خلالها المنطقة جملة من الأنشطة الثقافية .</p> <p>ويشار إلى أنّ معتمدية منزل بوزيان شهدت في مثل هذا اليوم من العام 2010 سقوط أول شهيد للثورة التونسية وهو محمد عماري وجرح أكثر من 10 أشخاص خلال مظاهرات انطلقت بالجهة . استعمل فيها الرصاص الحي لأول مرة خلال أحداث الثورة .</p> <p>وقد أعد المركب الثقافي بمنزل بوزيان برنامجا احتفاليا ضمن الدورة الخامسة لمهرجان "ثورة الحرية والكرامة"، انطلقت فعالياته اليوم بالنشيد الرسمي الوطني ومعرضا فوتوغرافيا تحت "عنوان "من ذاكرة الثورة</p> <p>إلى جانب معرض للصور الفوتوغرافية تحت عنوان "محلاها سيدي بوزيد" وعرض شريط وثائقي "حتى لا ننسى" ومسرحية "أرض أرض" لشركة أثر للإنتاج الدرامي والروحي بالمزونة وتتواصل فعاليات التظاهرة الى يوم السبت القادم بتنظيم عديد الورشات الإعلامية والإبداعية إلى جانب سهرة مع الفن الملتزم يحييها الفنان الأزهر الضاوي، وعرض شريط وثائقي عنوانه الشرارة للمخرج منجي فرحاني</p>
 <p>21-12-2015</p>	<p><b>توقيع إتفاقية متابعة احترام حقوق الإنسان في مؤسسات رعاية الأطفال</b></p> <p>تم اليوم توقيع مذكرة تفاهم بين وزارة الشؤون الاجتماعية والرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان تتمثل في ضبط إجراءات زيارات الرابطة الى مراكز ملاحظة الأطفال ومؤسسات الرعاية الاجتماعية ذات نظام الإيواء خاصة لنوي الاحتياجات الخصوصية والأشخاص فاقد</p>

السند البالغ عددها 314 مركزا. وتهدف الإتفاقية الى تمكين الرابطة من مراقبة هذه المراكز وتقييمها ولفت الإنتباه إلى التجاوزات التي من الممكن ان تقع بها، وذلك بغرض تطوير هذه المراكز وتحسين ظروف الإقامة بها. وبخصوص موضوع المفاوضات الإجتماعية الخاصة بالزيادة في الأجور في القطاع الخاص بين وزير الشؤون الاجتماعية عمار الينباعي أن الإختلافات بين اتحاد الشغل ومنظمة الأعراف تقلصت كثيرا وأصبحت بسيطة، كما عبر عن أمله بأن يصل الطرفان الى حل في اقرب الآجال.



21-12-2015

## **Abdessattar Ben Moussa appelle à la révision des lois non constitutionnelles**

Le président de la Ligue Tunisienne de défense des droits de l'Homme, Abdessattar Ben Moussa, a rappelé, en marge de la conférence tenue aujourd'hui à Tunis sur l'amnistie générale en Libye, l'existence de lois en Tunisie qui ne sont pas conformes à la nouvelle constitution, appelant à une instauration imminente du tribunal constitutionnelle et à la réforme de la justice en vue de garantir le respect des droits de l'Homme.

Ben Moussa a finalement confirmé à l'agence TAP que la meilleure manière de lutter contre le terrorisme est de garantir les droits et libertés.



23-12-2015

## **Médecins contre la Dictature: Le médecin au service du pays et vice versa**

Le mouvement Médecins contre la Dictature a publié un communiqué, ce mercredi 23 décembre 2015, dans lequel il lance une initiative à l'issue de la multiplication des cas de décès en Tunisie en raison du manque de médecins spécialistes, dans les régions de l'intérieur.

Il s'agit de la signature d'un document prouvant l'engagement du médecin à travailler dans les régions intérieures pour une durée de 5 ou 10 ans, et ce contre plusieurs privilèges.

## Communiqués

### Sources

### Communiqués



المنظمة التونسية  
لمناهضة  
التعذيب  
OCTT

23-12-2015

## ملاحظات حول مشروع تعديل بعض أحكام مجلة الإجراءات الجزائية

بعد الإطلاع على مشروع تعديل بعض أحكام مجلة الإجراءات الجزائية تدلي المنظمة التونسية لمناهضة التعذيب بملاحظاتها بخصوص المشروع المذكور في علاقة بالاحتفاظ لدى باحث البداية بخصوص مدة الاحتفاظ لدى الضابطة العدلية تقترح المنظمة أن يكون لمدة 48 ساعة في الجنايات قابلة للتمديد مرة واحدة ولنفس المدة بقرار من النيابة العمومية أما بخصوص الجناح فان المنظمة تقترح أن تكون المدة 48 ساعة ويكون التمديد لمدة 24 ساعة فقط .

يعلم الباحث المشتبه فيه بالاحتفاظ وبحقه في الاستعانة بمحام وبحقه في عدم الجواب إلا بحضور محام و بحقه في العرض على الفحص الطبي

إعداد قائمة مترجمين لدى النيابة العمومية في كل محكمة ابتدائية للترجمة عن الأجانب الذين يتم سماعهم مهما كان مركزهم القانوني

بالنسبة للأجانب المحتفظ بهم يتم إعلام الشخص الذي يختاره المعني بالأمر بقرار الاحتفاظ سواء كان فردا من عائلته أو صديقا له أو الممثلين القنصلين أو الدبلوماسيين او حتى المؤجر، أو أي شخص آخر يختاره

يتم الاحتفاظ في الأماكن المخصصة لذلك. وتكون تلك الأماكن مستجيبة لمعايير احترام الكرامة الإنسانية، ويتمتع المحتفظ به بحقه في التغذية وكل ما يحفظ كرامته، وان يراعي الاحتفاظ الخصوصية وأوضاع النساء والأطفال والمعوقين

ويمنع إخضاع المحتفظ بهم للتعذيب أو لأي معاملات قاسية أو مهينة أو غير إنسانية يكون العرض على الفحص الطبي بواسطة أحد الأطباء المدرجة أسماؤهم بقائمة رسمية لدى النيابة العمومية. ويأذن وكيل الجمهورية بعرض المحتفظ به على الفحص الطبي إذا قدم إليه وعان عليه آثار عنف

ويختار وكيل الجمهورية الطبيب الفاحص. ويضاف تقرير الفحص الطبي للملف (يجب ألا يترك اختيار الطبيب الفاحص للباحث الابتدائي وذلك ضمنا لنزاهة الفحص الطبي وشعور الطبيب بالحماية

(القانونية).

ويختار قاض التحقيق الطبيب الفاحص بالنسبة للمحتفظ بهم في نطاق الإنابة العدلية .  
يكون محضر البحث منفصلا عن محضر الاحتفاظ ويتضمن كل منهما تنقيحات وجوبية  
يتولى المشتبه فيه ومحاميه أن وجد والمترجم أن وجد إمضاء المحاضر، ولا يبصم المشتبه فيه إلا إذا  
كان أميا أو عاجزا عن الإمضاء

يراقب وكيل الجمهورية أعمال البحث الابتدائي والمحاضر وسجلات الاحتفاظ وأماكن الاحتفاظ بما  
في ذلك زيارتها في كل وقت ومقابلة المحتفظ بهم على انفراد والتأكد من المعاملة التي يلقونها، وله  
أن يأمر بعرض المحتفظ به على الفحص الطبي

إذا كانت مقرات الاحتفاظ منفصلة عن مقرات البحث ، فان السجلات تكون خاضعة لنفس الشكليات  
لوحظ مثلا أن سجلات الاحتفاظ بمركز بوشوشة غير مختومة من قبل النيابة العمومية ، ويرجع (

ذلك حسب المشرفين ان سجلات مراكز البحث مختومة ولا فائدة من ختم سجلات مركز الاحتفاظ  
بخصوص الفصل 10 مكرر من المشروع فان المنظمة تلاحظ أن الدستور اخرج النيابة العمومية عن  
إشراف وزير العدل ، إذ جاء بالفصل 115 من الدستور أن النيابة العمومية جزء من القضاء العدلي  
وتشملها الضمانات المكفولة له بالدستور ويمارس قضاة النيابة العمومية مهامهم المقررة بالقانون وفي  
إطار السياسة الجزائية للدولة طبق الإجراءات التي يضبطها القانون . وحسب الفصل 109 من  
الدستور فانه يحجر كل تدخل ي سير القضاء . وعليه فان النيابة العمومية لا تعمل تحت إشراف وزير  
العدل

تقترح المنظمة أن يتم التنقيح على خضوع مأموري الضابطة العدلية أثناء ممارستهم لعملهم  
لسلطة ورقابة النيابة العمومية

وتخضع الضابطة العدلية إداريا لإشراف وزارة العدل. وتضبط سلطة الإشراف الإداري المذكورة  
بواسطة أمر حكومي

بخصوص باقي المقترحات في المشروع فان المنظمة لا ترى بشأنها أي اعتراضات

والسلام

الكاتب العام

منذر الشارني